



CRISE

Même si la crise que nous subissons est une crise financière, c'est avant tout la crise des politiques mises en œuvre par les dirigeants de la planète. La libéralisation des marchés financiers, et la place prépondérante de la finance dans l'économie sont le résultat de décisions politiques. Celles-ci ont été prises depuis des décennies le plus souvent par des gouvernements de droite, mais aussi malheureusement par des gouvernements de gauche.

Les tenants de l'ultralibéralisme, du capitalisme et des sacro-saintes lois du marché n'ont même pas conscience de leur incurie et de l'indécence voire de l'obscénité de la situation qu'ils ont engendré. Alors que les entreprises laissent une part toujours plus importante de leurs profits à leurs actionnaires au détriment de leurs salariés, les inégalités sont renforcées. Les réformes fiscales tendent à réduire l'impôt payé par les plus riches (bouclier fiscal en France).

Les USA, qualifiés de première puissance mondiale, vacillent. Le temple du capitalisme, shooté aux « subprimes » et à la finance virtuelle se révèle n'être qu'un colosse aux pieds d'argile entraînant le reste du monde dans sa chute. **Le monde politique et les financiers ont créé un monstre en trois décennies de dérégulation et de confiance aveugle dans les marchés. Il est maintenant urgent de coordonner les actions au niveau international, de sortir de l'idéologie libérale dominante et d'avoir le courage de fixer de nouvelles règles aux milieux financiers.**

Certains des plus riches ont mis leurs capitaux hors de France pour ne pas payer d'impôts. Leur permettre de les rapatrier en étant totalement défiscalisé s'ils investissent dans un emprunt d'Etat n'est pas forcément la meilleure réponse, c'est cependant celle proposée par la majorité UMP de l'Assemblée nationale.

C'est le moment où jamais pour le pouvoir politique d'imposer ses conditions et d'apporter des réponses à toutes les crises, qu'elles soient sociales, environnementales ou financières.

L'immense majorité des humains de cette terre n'a que faire des variations des indices boursiers. Elle aspire simplement à vivre dignement. Elle attendra toujours des jours meilleurs et ne pleurera certainement pas sur les déboires des boursicoteurs.

Des millions d'êtres humains meurent de faim, de soif et faute d'accès aux soins. Des millions d'êtres humains vivent dans la misère la plus extrême et dans le désespoir. Des millions d'êtres humains sont victimes des guerres et des troubles. Et dans le même temps, des sommes dont les montants donnent le vertige sont brusquement sorties du chapeau pour renflouer les banques.

Chaque jour, les espèces et les ressources sont détruites et gaspillées. Dans le même temps, des rapaces dont le seul but est d'amasser toujours plus de richesses continuent de piller la planète.

Alors sachons garder intacte notre capacité d'indignation et travaillons à l'avènement d'un monde meilleur, car c'est ce monde que nous laisserons aux générations futures.

QUATRE ETAPES POUR FAIRE FACE AUX URGENCES

- **Garantir les dépôts bancaires des épargnants, tout en fixant les contreparties aux banques.** Cela peut passer par des nationalisations partielles ou totales de certaines banques qui permettent de contrôler directement une partie du financement de l'économie.
- **Faire adopter au niveau européen les textes législatifs qui permettront d'assainir les marchés financiers avant la fin du mandat de la présidence française.** Il s'agira notamment :
 - de mettre en place la taxe Tobin sur l'ensemble des flux financiers,
 - d'interdire les ventes à découvert qui permettent de spéculer sans même avoir besoin d'un capital en poche,
 - de limiter drastiquement la possibilité de transformer des dettes en titres financiers (« titrisation » à l'origine de la diffusion des crédits américains « subprimes » à l'ensemble du système financier mondial),
 - de taxer à la source tous les flux financiers à destination des paradis fiscaux identifiés au niveau international.

Les Verts demandent au Président de la République, Nicolas Sarkozy, Président en exercice de l'Union Européenne, de mettre ces points à l'ordre du jour du prochain conseil européen.

- **Inverser les politiques libérales qui ont donné la suprématie aux marchés financiers.** Cela implique, entre autre, d'augmenter l'impôt pour la part des bénéfices versés aux actionnaires par les sociétés, de mettre fin à la fiscalité privilégiée des « stocks options », de mettre en place une taxe exceptionnelle sur les profits pétroliers et gaziers et d'augmenter les minima sociaux.
- **Mettre en place les politiques d'investissements pour lutter contre le changement climatique, nous préparer à la fin du pétrole bon marché et se débarrasser progressivement et proprement de l'énergie nucléaire.** Ces politiques permettront à la fois de réduire la pression que nous exerçons sur l'environnement, de créer des emplois au moment où le chômage redevient la première préoccupation des Français et de redonner du sens à l'économie. C'est tout l'enjeu du Grenelle de l'environnement en France et des décisions concernant l'énergie et le climat au plan européen, qui peuvent être votées avant la fin de l'année.

L'écologie, porteuse de solutions pertinentes pour demain et utiles dès aujourd'hui, ce sont des centaines de milliers de nouveaux emplois dans les énergies renouvelables, l'isolation des logements, l'invention de nouveaux procédés pour produire avec moins d'énergie, les transports collectifs, l'agriculture de proximité...

Sauf propension au suicide collectif, il serait illusoire de penser que tout pourrait repartir comme avant sans reconsidérer le fonctionnement de notre société de consommation.